

Stratégie pour la mobilité sociale : un cadre politique
Strategies for Social Mobility : A Policy Framework
Estrategia para la movilidad social : un marco politico

S. M. MILLER et Pamela A. ROBY

Volume 3, numéro 1, mai 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001505ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001505ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

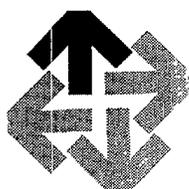
MILLER, S. M. & ROBY, P. A. (1971). Stratégie pour la mobilité sociale : un cadre politique. *Sociologie et sociétés*, 3(1), 59–68. <https://doi.org/10.7202/001505ar>

Résumé de l'article

L'étude de la mobilité sociale s'est traditionnellement faite de façon statique. Le lien entre mobilité et politique sociale permettrait de renouveler la question. Trois types de politique sont envisagés : les réformes de l'éducation, les allocations (cash subsidies) et la mobilité collective (stratum mobility). Pour chacune de ces approches, les auteurs examinent plusieurs politiques qu'ils critiquent ou qu'ils suggèrent : par exemple, l'Opération Head Start, l'éducation permanente, les mesures fiscales destinées à réduire effectivement les écarts entre strates. Le problème du pouvoir et des politiques économiques devrait retenir l'attention et rentrer dans la formation des sociologues.

Stratégie pour la mobilité sociale

Un cadre politique*



S. M. MILLER et PAMELA A. ROBY

DEPUIS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE, la discussion de la mobilité sociale s'est déplacée, à trois niveaux, de la présentation des faits de la mobilité et de ses modèles à leur explication, puis à l'analyse des politiques susceptibles d'amener des changements dans les profils de stratification et de mobilité d'une société. La mobilité sociale ne peut plus être décrite actuellement comme étant le produit résiduel ou dérivé de tendances structurelles immuables. C'est une variable qui est affectée par la politique gouvernementale, que ce soit par l'action ou par l'absence d'action.

C'est l'aspect de la structure des « politiques » qui intéresse surtout les études récentes sur la mobilité. Bien que les trois niveaux de discussion — faits, explication et politiques — s'entremêlent, celui des politiques est la préoccupation dominante. Les faits montrent jusqu'à quel point une politique est efficace; le succès ou l'échec d'une politique devrait affecter l'explication et, évidemment, l'explication devrait guider la politique. Malheureusement une telle harmonie n'est pas courante, les explications des modèles de politique n'étant pas très sûres. Il est plus fréquent que les politiques guident l'explication que l'inverse : lorsque nous établissons et changeons une politique, nous commençons à comprendre quelques-unes des diffi-

* Ce texte, traduit de l'anglais par Jacques Dofny, est tiré d'une communication présentée au Comité sur la pauvreté, le bien-être social et la politique sociale, au Septième Congrès mondial de sociologie tenu à Varna, Bulgarie, en septembre 1970.

cultés ou, espérons-le, quelques-unes des possibilités que comporte le tableau de la stratification et de la mobilité. Nous pouvons alors émettre des hypothèses afin d'expliquer les résultats qui peuvent être mis à l'épreuve par de nouvelles politiques.

Vers le milieu des années cinquante, sous la conduite surtout de Seymour Martin Lipset et de ses collaborateurs, l'accent était mis sur les éléments structurels qui produisaient la mobilité¹. À partir d'un certain niveau technologique apparaissent certains taux et modèles de mobilité. Alors, on accordait plus d'importance à l'explication des faits apparents de mobilité actuelle, leurs taux et leurs modèles, qu'à l'explication de variables pouvant produire des changements dans ces taux et ces modèles. Aujourd'hui, nous commençons à mettre en question ces explications structurelles et normatives qui ne sont pas orientées vers des variables sensibles aux changements de politique. Dans les nations à haut revenu tout comme dans celles à bas revenu, les planificateurs et les politiciens doivent orienter leur intervention en vue d'atteindre des taux plus élevés de mobilité et, par conséquent, chercher les pivots de ces changements, plutôt que les invariants structurels.

Les travaux de David Glass et de ses associés, qui sont antérieurs aux analyses structurelles, soulignent le rôle de l'instruction dans la mobilité². En effet, au niveau des politiques, dans beaucoup de pays, la scolarisation et le recyclage professionnel hors travail sont devenus les moyens les plus utilisés pour changer le taux de la mobilité sociale.

Au cours des dernières années, nous avons pris connaissance de rapports désastreux concernant l'efficacité de l'éducation comme moteur de mobilité sociale. En Grande-Bretagne, le rapport Robbins a montré, à la surprise de beaucoup, que la proportion relative des étudiants d'origine ouvrière dans les universités n'a pas changé en plusieurs décennies malgré l'expansion des établissements universitaires³. Aux États-Unis, une abondante littérature est apparue montrant que si plus d'éducation est à la portée de tous, la distribution des ressources dans le domaine de l'éducation reste étroitement liée aux facteurs de classe sociale⁴. De plus, il ressort du rapport Coleman que les facteurs scolaires sont moins importants que les facteurs familiaux en ce qui concerne les résultats scolaires⁵.

1. S. M. Lipset et Reinhard Bendix, *Social Mobility in Industrial Society*, Berkeley (Calif.), University of California Press, 1959; S. M. Lipset et Hans L. Zetterberg, « A Theory of Social Mobility », dans Reinhard Bendix et S. M. Lipset (édit.), *Class, Status, and Power*, New York, The Free Press, 1966; S. M. Lipset et Natalie Rogoff, « Class and Opportunities in Europe and America », *Commentary*, vol. 19, 1954, p. 562-568. Pour une analyse des autres variables, voir Thomas Fox et S. M. Miller, « Economic Political and Social Determinants of Mobility », *Acta sociologica*, vol. 9, 1965.

2. David V. Glass, *Social Mobility in Britain*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1954.

3. United Kingdom Commission on Higher Education, *Higher Education (The Robbins Report)*, Londres, HMSO, 1963.

4. Alan Campbell, Jesse Burkhead, Seymour Sacks *et al.*, « The Rich Get Richer and the Poor Get Poorer ... Schools », *Carnegie Quarterly*, vol. 14, automne 1966, p. 1-31; Julius Hobson, *The Damned Children*, Washington (D. C.), Washington Institute for Quality Education, 1970; Patricia Cayo Sexton, *Education and Income : Inequalities in Our Public Schools*, New York, The Viking Press, 1961; Burton Weisbrod et W. Lee Hansen, *Benefits, Costs and Finances of Public Higher Education*, New York, Markham, 1969; The Southern Center for Studies in Public Policy and the NAACP Legal Defense and Education Fund, *Title 4 of the Elementary and Secondary Education Act : Is It Helping Poor Children ?*, Washington (D. C.), United Kingdom Commission on Higher Education, 1969.

5. James S. Coleman, *Equality of Education Opportunity*, Washington (D. C.), U. S. Department of Health, Education and Welfare, 1966.

Il est évident que si l'on change les programmes d'éducation sans pratiquer une redistribution ou une égalisation des chances d'accès à l'éducation, on ne change pas radicalement les taux de mobilité sociale, particulièrement pour ceux qui se trouvent au bas de la structure sociale.

NOUVEAU PLAN D'ACTION POUR UNE PLUS GRANDE MOBILITÉ SOCIALE

L'échec des moyens utilisés jusqu'à présent pour favoriser la mobilité sociale a conduit à l'élaboration de politiques plus avancées, à trois niveaux : la réforme de l'éducation, la stratégie des allocations monétaires (*cash strategy*) et l'augmentation de la mobilité à l'intérieur des strates.

La réforme de l'éducation. — Ce premier niveau est en continuité directe avec l'importance accordée à l'éducation par le passé. Ce type de politique préconise une *augmentation des réformes scolaires* dans plusieurs directions. Aux États-Unis, la pression s'est exercée du côté d'une instruction plus précoce, le projet principal du genre étant *Operation Head Start* *. Le postulat est que si les enfants ayant des limitations culturelles subissent une préparation avant d'entrer à l'école, celle-ci aura moins de difficultés à les instruire. Les résultats ont été décevants du point de vue pédagogique. Les gains initiaux chez les enfants qui ont suivi ces programmes s'érodent après qu'ils sont entrés dans des écoles qui ne répondent pas à leurs besoins particuliers ⁶. Néanmoins, ces programmes donnent des résultats appréciables parce qu'ils permettent d'identifier des défauts de santé auxquels on peut remédier, et aussi parce qu'ils rendent les enfants plus conscients et les préparent mieux, en général. Par la pression du marché, la critique publique et la récompense au travail méritoire, on espère amener les écoles à atteindre plus adéquatement leurs objectifs et à prendre leurs responsabilités en motivant mieux les enfants.

Une autre réforme d'importance est le mouvement « antidiplôme » (*anti-credentialism*) et l'expansion de l'éducation permanente ⁷. Le premier postulat dans cette perspective est que les prérequis d'éducation sont disproportionnellement élevés pour beaucoup d'emplois sinon pour la plupart ⁸. Un second postulat est que l'éducation et la formation devraient être perçues comme des nécessités ou des

* Expérience de préparation spéciale au niveau de la maternelle, destinée aux enfants chez qui on aurait décelé des difficultés d'apprentissage.

6. Max Wolff et Annie Stein, *Six Months Later : A Comparison of Children Who Had Headstart, Summer 1965, with Their Classmates in Kindergarten*, New York, Firkau Graduate School of Education, Yeshiva University OEO Project 141-61, Study I, 1965; cf. Office of Child Development, U. S. Department of Health, Education and Welfare, *Review of Research : 1965-1969 of Project Head Start*, Washington (D. C.), U. S. Government Printing Office, 1969; Office of Child Development, U. S. Department of Health, Education and Welfare, *A Report on Evaluation Studies of Project Head Start*, Washington (D. C.), U. S. Government Printing Office, 1969; Office of Child Development, U. S. Department of Health, Education and Welfare, *A National Survey of the Impacts of Head Start Centers on Community Institutions*, Washington (D. C.), U. S. Government Printing Office, 1970.

7. Ivan D. Illich, *Celebration of Awareness : A Call for Institutional Revolution*, New York, Doubleday and Co., 1970; S. M. Miller et Pamela A. Roby, *The Future of Inequality*, New York, Basic Books, 1970, p. 120-121; S. M. Miller et Frank Reissman, « Breaking the Credentials Barrier », dans *Social Class and Social Policy*, New York, Basic Books, 1969; S. M. Miller, « Alternatives to Schooling », *New York University Educational Quarterly*, juin 1970; S. M. Miller et Marsha Krool, « Strategies for Reducing Credentialism », *National Civil Service Journal*, 1970; S. M. Miller, « Poverty », *Proceedings, Sixth World Congress of Sociology*, 1968.

8. Ivar Berg, *Training and Jobs*, New York, Praeger, 1970.

intérêts de toute une vie, plutôt que comme des expériences qui se font avant trente ans. Le troisième postulat est que les gens pourraient être mieux formés au cours du travail qu'ils ne le sont actuellement. Et, de fait, la formation et l'expérience « sur le tas » peuvent être une meilleure façon de former beaucoup de gens que ne l'est le système formel d'éducation. Alors que la discussion a d'abord porté sur les pays à haut revenu et à haut niveau d'instruction, l'approche anti-diplôme/éducation permanente s'applique probablement encore mieux aux pays à faible revenu et à faible niveau d'instruction⁹.

Trois lignes de politique découlent de cette perspective. L'une est de réduire les exigences d'instruction impropres aux emplois, de façon que des personnes douées et susceptibles d'être formées, mais ayant une formation scolaire limitée, puissent obtenir de bons emplois. La seconde est de créer des voies d'accès pour des emplois de niveau élevé pour ceux qui ont relativement peu de scolarité. La troisième, liée à la seconde, est de créer un système d'éducation permanente, reliant la formation scolaire formelle à l'éducation et au développement acquis « sur le tas ». Beaucoup de pays européens ayant une longue expérience dans le système d'apprentissage se tournent vers cette façon de développer une compétence qui ne s'appuie pas exclusivement (dans la forme, du moins) sur la scolarisation formelle. Aux États-Unis, les programmes de main-d'œuvre s'orientent dans cette direction, même s'il n'est pas tout à fait reconnu que ces programmes constituent en fait un quasi-système d'éducation permanente à un troisième niveau.

Une autre approche dans la réforme de l'éducation vise à un objectif complètement différent. Cette approche implique des programmes d'allocations directes (*cash*) visant à sélectionner et à encourager des individus à continuer plus longtemps l'instruction scolaire. Aujourd'hui beaucoup de pays procurent des allocations monétaires aux étudiants de niveau universitaire. Jusqu'à un certain point le programme d'allocations familiales remplit la même fonction, permettant aux individus de rester à l'école sans réduire le revenu familial par la perte d'occasions de revenu ou par les dépenses supplémentaires. Aux États-Unis, le *Neighborhood Youth Corps* (NYC) fournit des allocations à des élèves de *high school* pour les aider à acquérir une formation. Mais, du fait que beaucoup de ces programmes du *Neighborhood Youth Corps* dans les écoles offrent peu de formation, ils fonctionnent en réalité en tant que supplément aux revenus familiaux, afin qu'il soit plus facile pour les enfants de rester à l'école.

Revenu et éducation. — Plus récemment, un nouvel effort a été fait dans cette direction et son importance est telle qu'il peut être considéré comme la seconde principale stratégie. C'est la stratégie des allocations (*cash strategy*) qui a été définie avec le plus de précision par Lee Rainwater. Cet auteur prétend qu'il est impossible d'améliorer les résultats scolaires des enfants de familles pauvres si l'on n'améliore pas le revenu de ces familles¹⁰. En un sens donc, des revenus plus élevés sont l'indispensable plate-forme de démarrage de l'éducation. Les enfants dont le revenu familial a augmenté seront plus vraisemblablement de bons élèves, même si l'école n'a pas changé. Ainsi, des performances scolaires seraient fonction des revenus familiaux.

9. Ivan D. Illich, *Celebration of Awareness : A Call for Institutional Revolution*.

10. Lee Rainwater, « The Lesson from Pruitt-Igoe », *The Public Interest*, 1968; *Behind Ghetto Walls : Black Family Life in a Federal Slum*, Chicago, Aldine Publications, 1970.

Cette proposition contient beaucoup d'attrait. Son inconvénient est que la relation entre l'éducation et le revenu n'est pas simple. Comme nous l'avons montré ailleurs, c'est le niveau d'instruction des parents plutôt que leur revenu qui est directement relié aux résultats scolaires de leurs enfants.

Malgré cette restriction, il est important, non seulement d'améliorer les écoles, *mais aussi d'augmenter le revenu des familles afin d'améliorer les perspectives scolaires des enfants.*

Il y a des obstacles politiques à surmonter si l'on veut distribuer des allocations aux familles plutôt que d'investir les fonds publics dans l'enseignement. Dans beaucoup de pays, cependant, les dépenses scolaires subissent à présent une sérieuse réévaluation, ce qui pourrait fort bien entraîner des restrictions, non seulement pour les projets des allocations, mais aussi pour les programmes pédagogiques, ce qui serait naturellement à éviter.

Mobilité dans la strate ou réduction de l'inégalité. — La troisième approche pour promouvoir la mobilité sociale est un développement de la précédente, reliant plus directement la politique sociale aux préoccupations de la mobilité sociale. L'accent est mis ouvertement sur la strate, le groupe, ou la mobilité collective, plutôt que sur la mobilité individuelle, afin d'encourager un type particulier de mobilité par strate. Le type de mobilité par strate auquel nous faisons allusion est celui où les niveaux économique, social et/ou politique du groupe le moins élevé dans la société s'améliorent par rapport à ceux des groupes qui sont au-dessus de lui, sans que d'autres groupes — qu'il s'agisse d'immigrants extérieurs à la société ou de groupes marginaux intérieurs — le remplacent. L'objectif est de redistribuer les revenus et autres ressources aux groupes qui sont au bas de l'échelle sociale afin de réduire l'écart qui les sépare des groupes à revenu plus élevé¹¹. De plus, si les différences de revenu entre les groupes sont atténuées, la signification (en termes de revenu) de la mobilité sociale individuelle est également diminuée.

À la différence de la seconde approche, la préoccupation dans le présent cas n'est plus le développement scolaire, mais le changement radical de la condition des individus. Ceci peut s'effectuer en grande partie en augmentant directement le revenu des familles.

Les instruments permettant de réaliser cette stratégie impliquent différentes politiques économiques. Ce qui est peut-être le plus important, c'est la redistribution de revenus publics par la Sécurité sociale, les allocations familiales, l'assurance-chômage et toute politique du même genre s'adressant particulièrement aux groupes à bas revenus.

Ces bénéfices en argent comptant pourraient être accompagnés de services ou de bénéfices indirects. Par exemple, comme notre collègue Elizabeth Durbin l'a indiqué, il est fréquent que les employeurs payent les travailleurs dits cols blancs lorsqu'ils sont malades¹². Ceci est une forme d'assurance-maladie qui n'est pas appliquée à beaucoup de travailleurs payés à l'heure (cols bleus). Ainsi, un programme gouvernemental d'assurance-maladie réduit quelques-unes des différences quant au bien-être entre les travailleurs des deux catégories. Comme Dorothy Wedderburn, Joan Woodward et leurs collègues du Collège impérial l'ont montré, il

11. S. M. Miller, «Poverty», *Proceedings, Sixth World Congress of Sociology*, 1968.

12. Elizabeth Durbin, *Welfare, Income and Employment*, New York, Praeger, 1969.

existe encore tout un éventail de bénéficiaires dits marginaux qui accentuent les inégalités dans la condition des travailleurs manuels ¹³.

Un autre levier dans la réduction de l'inégalité et l'accroissement de la mobilité collective est le système fiscal. Un système progressif de fiscalité diminue les inégalités en réduisant davantage les revenus de ceux qui sont en haut de l'échelle par rapport aux revenus de ceux qui sont en bas. Par la voie de l'évasion fiscale, par la complication des lois fiscales et par le recours aux taxes indirectes, la structure de la fiscalité dans beaucoup de pays est beaucoup moins progressive quant à ses effets qu'on ne le croit généralement. Par exemple, malgré la courbe en flèche des taux appliqués aux revenus plus élevés, la distribution des revenus aux États-Unis après imposition n'est pas très différente de la distribution des mêmes revenus avant imposition ¹⁴. En y ajoutant l'évasion et la fraude fiscale, l'image d'un système apparemment progressif s'en trouverait encore plus altérée. Cette situation n'est pas le fait des États-Unis seulement ¹⁵. Nous sommes persuadés que des réformes fiscales majeures seront à l'ordre du jour dans beaucoup de pays au cours de la prochaine décennie.

Le quatrième instrument est une politique économique élaborée spécifiquement afin de venir en aide aux groupes à faible revenu. Aux États-Unis, par exemple, une politique visant à un plein-emploi permanent aiderait sensiblement les groupes à revenu faible en les introduisant dans la population active et en favorisant leur promotion. Barbara Wooten a prétendu qu'en Grande-Bretagne, dans la période suivant la seconde guerre mondiale, le plein-emploi a amélioré la situation des ouvriers beaucoup plus que ne l'a fait le *Welfare State* ¹⁶.

13. André Gorz, « Work and Consumption », dans Perry Anderson et Robin Blackburn (édit.), *Towards Socialism*, Londres, Montana Library, 1965, p. 317-353; Dorothy Wedderburn, « Work Place Inequality », *New Society*, avril 1970, p. 593-595.

14. George Bishop, *Tax Burdens and Benefits or Government Expenditures by Income Class, 1961 and 1967*, New York, The Tax Foundation, 1967, p. 27.

15. Richard Titmuss, *Income Distribution and Social Change*, Londres, George Allen and Unwin, 1962.

16. Barbara Wooten, *The Social Foundation of Wage Policy : A Study of Contemporary Wage and Salary Structure in Britain*, New York, Fern-Hill Publishers, 1964; « Is there a Welfare State ? A Review of Social Change in Britain », *Political Science Quarterly*, vol. 77, n° 2, juin 1963, p. 181; Adrian Sinfield, « Poor and Out of Work in Shields », dans Peter Townsend (édit.), *The Concept of Poverty*, Londres, Heinemann Books, Ltd., 1970; Howard M. Wachtell, « The Impact of Labor Market Conditions on Hard-Core Unemployment : A Case Study of Detroit », *Poverty and Human Resources*, vol. 5, n° 4, 1970, p. 10; Beatrice Reubens, *The Hard to Employ : European Programs*, New York, Columbia University Press, 1970. Barbara Wooten remarque : « Les origines de ce progrès [de la classe ouvrière britannique depuis la deuxième guerre mondiale] ne doivent pas être cherchées bien loin. D'une façon prédominante, le facteur le plus important est l'immense réduction du taux de chômage. » (« Is there a Welfare State ? A Review of Social Change in Britain », *Political Science Quarterly*, vol. 77, n° 2, juin 1963). Dans une analyse publiée par *Michigan Employment Security Commission*, des données ont été établies sur 2114 chômeurs *hard-core* en 1962 (ce chômage était défini par un manque d'emploi de 26 semaines ou plus au moment de l'enquête), Howard Wachtell a constaté que 40% des chômeurs de ce type avaient été employés dans leur dernier emploi depuis plus de 5 ans. A la suite de cette étude, Wachtell a recommandé que « plutôt que de définir le chômage de type *hard-core unemployed* dans les termes des expériences de chômage d'un individu à un certain point dans le temps, on devrait mesurer les mêmes expériences mais sur le cycle des affaires. De cette façon on obtiendrait une vision plus exacte de la taille d'un caractère de ce type de chômage, permettant une recherche et une politique plus significative dans un domaine aux États-Unis » (« The Impact of Labor Market Conditions on Hard-Core Unemployment : A Case Study of Detroit », *Poverty and Human Resources*, vol. 5, n° 4, 1970 ; cf. aussi Adrian Sinfield, « Poor and Out of Work in Shields », dans Peter Townsend (édit.), *op. cit.*).

Les programmes économiques sélectifs, plutôt que les programmes généraux, seront très importants pour les groupes qui stagnent loin en arrière du reste de la société, en particulier les groupes régionaux isolés qui ne bénéficient pas de l'expansion économique générale. Une de ces politiques sélectives est celle du salaire minimum qui tend à relever le niveau de ceux qui se trouvent au bas de l'échelle. D'un autre côté, Marris et Rein prétendent, en se basant sur l'expérience britannique, que la pression exercée en faveur de l'équité (*fairness*) plutôt que de l'égalité, signifie que sur une certaine période de temps les différences de salaire et les taux de salaire ont tendance à se maintenir, même s'il y a à certains moments compression ou expansion des différences salariales¹⁷. Le conflit qu'ils détectent entre équité et égalité mérite une sérieuse attention.

Beaucoup de pays poursuivent actuellement une « politique des revenus », d'autres essayent de l'établir ou l'envisagent. À cause de l'inflation, ces politiques préconisent le contrôle des prix et des salaires. Une des tactiques des commissions responsables de la politique des revenus consiste à déterminer quels emplois bénéficieront d'augmentations de traitement ou de salaire. Sur une grande échelle cette question est fondamentale (du moins dans les économies de marché), car les salaires, dès lors, ne sont plus considérés comme un produit déterminé exclusivement par le marché. Une politique des revenus peut être une façon d'accroître la mobilité collective des groupes à bas revenu sans qu'il y ait une augmentation du revenu public. Mais elle peut être utilisée également pour élargir les différences entre les groupes et améliorer la position relative des couches à revenu élevé dans la société. La réforme économique en Hongrie, par exemple, a été critiquée par Hegedus et Marcovitch parce qu'elle accroît les différences, soi-disant afin de motiver davantage les directeurs à être plus efficaces¹⁸. Aux États-Unis, Bluestone signale qu'il n'y a jamais eu de reconnaissance explicite d'une manipulation publique des différences de salaire, bien que, dit-il, ni la politique fédérale des taxes sur les corporations ni la politique des dépenses publiques n'aient été neutres à cet égard, ayant toujours favorisé les industries de base offrant des salaires élevés¹⁹.

L'existence d'alternatives à la mobilité occupationnelle individuelle ne veut pas dire que la mobilité individuelle soit sans signification. Mais il se peut que la mobilité horizontale plutôt que la verticale en acquière davantage. La situation souhaitée n'est pas une mobilité nulle avec de faibles variations dans les emplois pour chacun. Il est évident que certains emplois sont, pour différentes raisons, plus attrayants pour certaines personnes à certains moments de leur vie. Plutôt que de concentrer l'attention sur la seule montée verticale dans les emplois et les carrières, nous devrions être attentifs à la possibilité que les individus puissent occuper plusieurs types d'emplois à des moments différents de leur vie. Il serait alors moins important d'obtenir des positions « plus élevées » ou « plus basses » que d'avoir un emploi satisfaisant à un moment donné. (C'est notamment le cas de beaucoup de femmes qui peuvent s'arrêter de travailler en usine lorsque leurs enfants

17. Peter Marris et Martin Rein, « Stratification and Social Policy », texte préparé pour : *Poverty and Stratification* (à paraître sous les auspices de l'American Academy of Arts and Sciences).

18. André Hegedus et J. Marcovitch (1969), dans un texte présenté aux réunions sur l'urbanisation et l'industrialisation, dans la section de sociologie, Académie de sociologie de Hongrie, Balatonfüred (septembre).

19. Barry Bluestone, « The Tripartite Economy : Labor Markets and the Working Poor », *Poverty and Human Resources*, vol. 4, juillet-août 1970, p. 13-35.

sont très jeunes, et puis, plus tard, reprendre leur emploi. Si les travaux ménagers et le soin des enfants étaient classés comme « emplois », on les considérerait comme engagées dans un processus de mobilité horizontale.) Ainsi, la réduction des inégalités ne signifie pas nécessairement la fin de la mobilité, mais la mobilité occupationnelle deviendrait un moyen d'obtenir la satisfaction immédiate au travail, plutôt qu'une amélioration de la situation économique.

LA MOBILITÉ COMME BUT

Dans la perspective qui s'est développée pendant la dernière décennie et même depuis plus longtemps, la mobilité sociale semble non seulement affectée par des développements structurels, mais apparaît aussi sujette aux pressions exercées par la politique économique et sociale qui peuvent délibérément changer ses modèles. Dans cette perspective une pression structurelle n'est plus considérée comme n'ayant qu'un seul type de réponse. Des exigences accrues quant à la capacité professionnelle peuvent être remplies autrement que par l'augmentation de la scolarité formelle; accroître l'offre de la main-d'œuvre dans un secteur ne requiert pas nécessairement l'élargissement des inégalités des revenus. Lorsque la mobilité sociale est un des objectifs de la politique gouvernementale, les exigences structurelles peuvent être estompées par l'importance de la mobilité sociale. Une politique peut non seulement être orientée vers des objectifs structurels, *i. e.* la croissance économique, mais aussi vers l'accroissement de la mobilité structurelle ou individuelle.

Un exemple important est celui des différenciations de salaire. En général, on considère qu'accroître les gains relatifs d'un groupe constitue un stimulant au travail. Comme Goldthorpe l'a avancé dans un article important sur l'inégalité²⁰, tout argument selon lequel un accroissement des inégalités entraînerait une plus grande motivation devrait être examiné concrètement et avec beaucoup de soin avant d'être considéré comme allant de soi. De plus, Goldthorpe prétend que l'accroissement des inégalités entraîne des coûts économiques et sociaux; il attribue une bonne part de l'insatisfaction ouvrière et des arrêts de travail à une réaction anémique aux normes inacceptables d'une société par le maintien ou l'aggravation de l'inégalité²¹.

IMPLICATIONS GÉNÉRALES

Pour conclure nous examinerons de plus près quelques-unes des implications plus larges de cet article.

Si la mobilité doit être analysée comme une question de politique, c'est-à-dire comme concernant la volonté de la société, alors son étude doit mener aux problèmes plus généraux d'une politique économique et sociale et ne pas s'en tenir à la seule politique scolaire.

20. John Goldthorpe, « Social Inequality and Social Integration in Modern Britain », *Advancement of Science*, décembre 1969, p. 190-202; A. H. Halsey, « Race Relations : The Lines to Think on », *New Society*, mars 1970, p. 472-474.

21. Comme le démontre Barbara Wooten, des considérations morales sont sous-jacentes aux revendications de plus haut salaire même si ces revendications sont exprimées en termes économiques (*The Social Foundation of Wage Policy : A Study of Contemporary Wage and Salary Structure in Britain*; cf. aussi John Goldthorpe, « Social Inequality and Social Integration in Modern Britain », *Advancement of Science*, décembre 1969).

Mobilité sociale et égalité sociale ne devraient pas faire l'objet de discussions séparées. Tout comme les politiques, les faits et les explications doivent s'interpénétrer, ainsi la mobilité et l'égalité sociale se présentent comme des buts et des perspectives qui se supplémentent et s'interpénètrent jusqu'à un certain point.

Il ne s'agit pas uniquement de revenu lorsqu'on parle de mobilité et d'égalité. C'est du pouvoir qu'il s'agit d'abord, et aussi de la dignité et du respect. Comme nous l'avons souligné dans un livre récent : *The Future of Inequality*²², il est trompeur de centrer l'attention sur la composante économique du bien-être seulement. D'abord, le revenu ne définit pas complètement le bien-être économique ; et ensuite — ce qui est plus important encore — il existe des caractéristiques sociales, psychologiques et politiques du bien-être qui ne sont pas le résultat direct de changements dans la dimension économique. Aux États-Unis, chez les Noirs, les objectifs ne sont pas seulement économiques et sont centrés sur le bien-être politique autour du slogan de *black power*. Parfois, comme le prétend Frances Piven, la politique nationale trompe le public en substituant le pseudo-pouvoir à un gain économique²³. Mais un intérêt authentique pour la mobilité et l'égalité requiert plus qu'une attention étroite aux événements d'ordre économique.

Finalement, nous croyons qu'il est essentiel que les sociologues se tournent vers les questions de politique économique (et soient équipés pour en traiter). L'intérêt des sociologues pour les problèmes économiques a porté principalement sur les organisations, les structures et les normes. Mais les politiques économiques gouvernementales jouent un rôle d'importance croissante dans la détermination de la marche de l'économie et de ses effets sur la structure sociale. Les économistes sont centrés sur un champ d'action très attrayant bien que tronqué ; les sociologues sont insuffisamment préparés pour comprendre ce champ et l'influence sociale qu'il exerce. Ce vide intellectuel freine le développement de politiques efficaces et humaines, en même temps qu'il empêche l'approfondissement et l'utilisation de la sociologie.

RÉSUMÉ

L'étude de la mobilité sociale s'est traditionnellement faite de façon statique. Le lien entre mobilité et politique sociale permettrait de renouveler la question. Trois types de politique sont envisagés : les réformes de l'éducation, les allocations (*cash subsidies*) et la mobilité collective (*stratum mobility*). Pour chacune de ces approches, les auteurs examinent plusieurs politiques qu'ils critiquent ou qu'ils suggèrent : par exemple, l'*Operation Head Start*, l'éducation permanente, les mesures fiscales destinées à réduire effectivement les écarts entre strates. Le problème du pouvoir et des politiques économiques devrait retenir l'attention et rentrer dans la formation des sociologues.

ABSTRACT

[*Strategies for Social Mobility : A Policy Framework*] The study of social mobility has traditionally been made in a static fashion. The link between mobility and social policies makes it possible to reopen the question. Three types of policies : educational reform, cash subsidies, and stratum mobility, are involved. For each of these approaches, the authors

22. Thomas Fox et S. M. Miller, « Economic Political and Social Determinants of Mobility », *Acta sociologica*, vol. 9, 1965.

23. Frances Piven, « Whom Does the Advocate Planner Serve ? », *Social Policy*, vol. 1, mai-juin 1970.

examine several policies which they criticize or which they suggest, for example, Operation Head Start, adult education, and fiscal measures designed to effectively reduce the distance between strata. The problem of power and of economic policies should be part of the concern and of the training of sociologists.

RESUMEN

[*Estrategia para la movilidad social : un marco político*] El análisis de la movilidad social se ha realizado tradicionalmente de manera estática. El vínculo entre movilidad y políticas sociales permitiría renovar dicha problemática. En particular, tres tipos de políticas deberían ser considerados : las reformas de la educación, los subsidios (*cash subsidies*), la movilidad colectiva (*stratum mobility*). Para cada uno de esos enfoques los autores examinan varias políticas posibles, que son sometidas a crítica o bien sugeridas; por ejemplo, la operación *Head Start*, la educación permanente, las medidas fiscales destinadas a reducir efectivamente la distancia entre los estratos sociales. Según los autores el problema del poder y el de las políticas económicas merecerían ocupar un lugar de mayor importancia en la formación de los sociólogos.